

Le Consensus de Beijing sur l'avenir de l'agriculture mondiale et des zones rurales: *Plan d'action*

En septembre 2005, à Beijing, les experts mondiaux d'agriculture, d'environnement et d'économie ont élaboré un consensus sur les mesures à prendre afin d'affronter les problèmes de la faim, de la pauvreté et de la protection de l'environnement dans le domaine de l'agriculture du développement rural.

Le Consensus de Beijing invite les gouvernements à reconnaître les rôles vitaux de l'agriculture et des zones rurales dans la croissance économique mondiale et le développement durable. Etant donné que la majorité des populations pauvres et affamées vit en milieu rural, les investissements dans l'agriculture et le développement rural s'avèrent indispensables.

Parmi les enjeux à affronter figurent:

- L'urbanisation et son impact sur les systèmes de l'offre et de la demande d'aliments;
- La libéralisation du commerce et ses conséquences sur les pauvres et les ménages agricoles marginalisés;
- La dégradation rapide des ressources naturelles et la rivalité sur leur utilisation; et
- Le besoin urgent de renforcer le développement de la recherche et de la technologie.

Le Consensus de Beijing sur l'avenir de l'agriculture mondiale et des zones rurales

- ⇒ La croissance de la production agricole dans les pays en développement comporte des effets directs et indirects importants sur la croissance non agricole. Mais surtout, l'impact positif de la croissance agricole sur la réduction de la pauvreté est plus que proportionné à l'importance relative du secteur dans l'économie. Par conséquent, nous appelons les gouvernements à accorder la priorité aux dépenses publiques pour les biens publics destinés aux zones rurales, afin de les équiper en routes, technologies de l'information et autres infrastructures, sans oublier la recherche, la vulgarisation, la formation et l'éducation.
- ⇒ L'urbanisation porte à une modification rapide de la consommation alimentaire, aussi bien en termes de quantité, de qualité que de diversité des produits. La mondialisation et l'apparition de supermarchés pourraient déconnecter la consommation alimentaire de la production locale, créant un risque d'exclusion

des petits agriculteurs des opportunités de croissance. Il est fondamental de réduire les obstacles entravant leur intégration dans les chaînes d'approvisionnement modernes, et de déployer des efforts, à la fois dans le secteur public et privé.

- ⇒ La croissance rapide de l'économie rurale non agricole est cruciale pour la création d'emplois et de revenus destinés à tous ceux dont les perspectives sont limitées dans l'agriculture.
- ⇒ La libéralisation des échanges peut constituer un puissant outil de promotion de la croissance économique; toutefois, les pays les moins avancés, importateurs nets de nourriture, devront renforcer leur compétitivité intérieure par des réformes politiques et institutionnelles pour tirer parti de la réforme commerciale.
- ⇒ Conformément au programme de développement de Doha, qui préconise la reconnaissance des besoins de sécurité alimentaire et de développement rural des pays en développement, les pays à faible revenu doivent pouvoir bénéficier d'une flexibilité adéquate pour affronter les brusques pics d'importation.
- ⇒ Avec l'augmentation des coûts énergétiques, le potentiel d'utilisation des produits et des résidus agricoles comme sources de bioénergie s'est accru et devrait être exploité.
- ⇒ Toute la palette de moyens scientifiques et d'outils disponibles doit être déployée pour accroître la productivité agricole, qui doit refléter la demande des consommateurs pour de nouveaux produits, pour la qualité et la sécurité sanitaire. La nouvelle recherche et technologie agricole doit soutenir une révolution toujours verte, qui associe la réduction des coûts à la conservation des ressources et à une augmentation de la production. Une productivité accrue des ressources hydriques constituera un facteur déterminant dans l'accroissement de la productivité agricole.
- ⇒ Dans de nombreux pays, une profonde réforme des institutions de recherche et de développement sera nécessaire. Les nouvelles technologies de l'information créent un nouveau modèle d'organisation de la recherche agricole et permettent aux petits programmes de ne pas être limités dans leurs dimensions. Elles permettent également d'exploiter efficacement les savoirs indigènes sur les ressources agricoles. Dans cet ordre d'idées, nous demandons l'instauration d'un partenariat public-privé efficace.

- ⇒ Afin que l'Afrique assure la sécurité alimentaire de son peuple, il faut bâtir urgemment une base solide de sciences agricoles, et engager de gros investissements dans les infrastructures rurales. L'agriculture devra représenter le moteur de la croissance économique de la majorité du continent. L'expérience de l'Inde, du Brésil, et de la Chine montre que la création d'un capital humain et d'institutions scientifiques efficaces demande du temps et un appui politique constant aux plus hauts niveaux.
- ⇒ Étant donné l'importance du rôle des femmes dans l'agriculture, il est crucial que celles-ci jouissent des droits et de l'accès nécessaires aux connaissances, aux technologies et au capital physique, financier et social.
- ⇒ Les zones marginales et les populations marginalisées dépendant de l'agriculture continuent à recevoir des ressources publiques insuffisantes. Afin de leur garantir de meilleures conditions de vie, il faut améliorer la productivité agricole et leur offrir un meilleur accès aux marchés. Conformément aux droits de l'homme fondamentaux, nous invitons à conjuguer les investissements en faveur d'activités rémunératrices et de filets de sécurité sociale.
- ⇒ Les pratiques agricoles contribuent au réchauffement de la planète et les modifications prévues du climat nuiront à la productivité agricole dans la plupart des pays en développement. Il faut donc élaborer et mettre en œuvre des technologies, des pratiques et des politiques agricoles qui réduisent l'impact du secteur sur le système climatique, tout en réduisant sa vulnérabilité au changement climatique.
- ⇒ Les sociétés rurales sont les principaux gardiens des écosystèmes locaux. Leur conservation et leur gestion durable sont la meilleure garantie que l'écosystème continue à fournir des services comme la biodiversité, la fixation du carbone, la pollinisation et la purification de l'eau. L'aménagement durable des écosystèmes nécessitera la gestion des ressources en eau et en terres au niveau des bassins hydrographiques ou du site. Il faut des investissements publics, une réglementation et des incitations financières, ainsi que de fortes institutions et une bonne gouvernance, pour garantir des flux durables de services rendus par l'écosystème.
- ⇒ Étant donné l'importance d'une vision commune de toutes les parties prenantes pour l'avenir du secteur agricole, accompagnée d'une meilleure compréhension des enjeux fondamentaux auxquels est confronté le secteur agricole, nous approuvons l'évaluation internationale multipartenaires

récemment lancée d'une science et d'une technologie agricoles pour le développement.

Pour tout complément d'information, contacter:

M. Hartwig De Haen, *Sous-Directeur général, Département économique et social, ES*
M. Prabhu Pingali, *Directeur, Division de l'économie agricole et du développement, ESA*

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome (Italie)

Visiter notre site Internet: http://www.fao.org/es/ESA/beijing/index_en.htm

